

La nécessaire réforme de l'ENA

Editorial

Au moment où Emmanuel Macron promet de secouer la fonction publique pour la rendre plus proche des citoyens, l'épreuve de force qui se joue autour de l'École nationale d'administration (ENA) en dira long sur sa capacité ou non à s'aranchir des grands corps, dont il est lui-même issu et qui ont ni par représenter une véritable forteresse au sein de l'Etat. Le président de la République a conrmé, lors de sa conférence de presse du 25 avril, qu'il voulait en nir avec l'ENA dans sa forme actuelle.

Les remontées du grand débat national l'ont convaincu qu'il pouvait agir avec hardiesse : dans l'opinion, les énarques sont aussi dévalués que les élus. Loin d'être perçus comme des serviteurs zélés de l'intérêt général, ils sont vus comme les représentants d'une oligarchie qui a perdu le sens des réalités. Pourtant, le chef de l'Etat s'est bien gardé de trancher dans le vif. Il a préféré coner à l'un des anciens élèves de l'école, Frédéric Thiriez, avocat auprès du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes, le soin de proposer une réforme de son recrutement, des formations qu'elle délivre et de la carrière qu'elle offre.

Rien n'est donc acté ; or ce qui s'est joué ces dernières années incite à la prudence. En 1995, déjà, l'un de ses anciens élèves, Jacques Chirac, avait promis d'en nir avec l'ENA, y voyant le symbole « d'une élite qui a failli, d'une caste qui se coopte ». Il n'y était pas parvenu. Nicolas Sarkozy non plus, qui, douze ans plus tard, s'était montré choqué de constater que, à 26 ans, un certain nombre de jeunes gens frais émoulus de l'école, la tête bien faite, mais en manque agrant de terrain, étaient assurés d'une carrière à vie dans les hautes sphères de l'Etat ou à la tête de grandes entreprises. Il leur suffisait pour cela de sortir dans la botte, cette quinzaine de places que le Conseil d'Etat, l'inspection générale des nances et la Cour des comptes réservent chaque année aux mieux classés du concours de sortie.

L'idée de vouloir créer une élite administrative fondée sur la méritocratie n'était pas mauvaise au moment où l'ENA a été créée, en 1945. Il s'agissait alors de reconstruire le pays en luttant contre le népotisme qui régnait avant guerre dans les diérents ministères. A son apogée, l'école, fruit d'un consensus entre le général de Gaulle et le communiste Maurice Thorez, a fourni à l'Etat ses meilleurs modernisateurs, mais, au l du temps, l'ambition initiale s'est aadie. L'Etat a perdu en force et en prestige, l'enseignement s'est banalisé, le recrutement s'est rétréci. En dépit de trois voies d'entrée diérentes et d'un nombre important de boursiers, l'école ne garantit plus la démocratisation de la haute fonction publique : les enfants de cadres supérieurs y sont surreprésentés, les ls ou lles d'ouvrier quasiment absents. Il en résulte un risque d'endogamie

renforcé par le classement de sortie, qui permet à une élite de fructifier dans l'entre-soi, avec, qui plus est, la certitude de durer bien plus longtemps que les ministres qu'elle est censée servir.

Il faut renouer avec l'esprit de 1945, celui d'une méritocratie ouverte à tous et réellement au service de l'Etat. Une réforme est bel et bien urgente, mais, une fois dit cela, le plus dur reste à faire, car, outre la résistance des grands corps, une crainte, réelle, est à lever : et si le service public n'était plus capable d'attirer les meilleurs ?